

Les salariés ont besoin d'une nouvelle perspective politique – questions politiques posées par la lutte contre les attaques de Chirac et Raffarin

Déclaration du Comité de rédaction du WSWs, 5 février 2005

Une fois de plus, en manifestant le 5 février les salariés français font la preuve de leur détermination à résister à la nouvelle série d'attaques d'inspiration néo libérale du Président Jacques Chirac et de son gouvernement conduit par le Premier ministre Jean-Pierre Raffarin.

Depuis 1995 ils ont été des millions à exprimer à maintes reprises leur opposition aux mesures sociales et économiques des gouvernements de Gauche comme de Droite. Cela n'a cependant pas empêché le déclin continu des salaires, des retraites et des conditions de vie.

La défaite du mouvement du printemps 2003 ouvrit grand la porte au gouvernement pour qu'il poursuive, sans être inquiété, toute une série d'attaques en règle contre les droits fondamentaux des salariés. La législation sur les retraites a été votée et mise en place, le droit aux allocations chômage a été fortement réduit, le code du travail a été modifié afin d'enlever aux employeurs l'obligation légale d'appliquer un minimum de garanties en matière de conditions de travail et de sécurité d'emploi.

A présent, la semaine de 35 heures est en cours de démantèlement, dans un contexte de chantage et de menaces pour les salariés de délocalisation de leur entreprise s'ils n'acceptent pas l'allongement des heures de travail et la baisse des salaires. Le gouvernement et l'organisation patronale MEDEF appellent cela le droit « de travailler plus pour gagner plus ».

Le programme de Philippe Douste-Blazy, ministre de la santé, limitant le libre accès aux soins médicaux est en cours, ainsi que l'augmentation du forfait hospitalier et de la visite chez le médecin. Des modifications apportées au système judiciaire par Dominique Perben, ministre de la justice, et connues sous le nom de Perben Deux, ont considérablement augmenté les pouvoirs arbitraires de la police et ont réduit les droits des personnes arrêtées et des accusés.

De tels phénomènes ne sont en aucun cas limités à la France. Il n'existe pas un seul pays européen ou capitaliste aujourd'hui où les droits sociaux et démocratiques de la classe ouvrière ne soient la cible permanente d'attaques.

Une opposition massive à ces attaques est nécessaire et bienvenue, cependant il se pose de façon plus urgente que jamais la question d'une perspective politique. S'il est une leçon majeure à tirer de l'expérience de ces dix dernières années, c'est qu'aucun des partis et organisations de la soi-disant Gauche n'est capable d'apporter une réponse à ces problèmes.

Le Parti socialiste et le Parti communiste

Durant les 16 ans du règne de Mitterrand et les 5 années au pouvoir du Premier ministre Jospin, le Parti socialiste et le Parti communiste ont contribué à mettre en place les attaques contre la classe ouvrière.

Leur programme de réformisme social, réformes graduelles limitées à l'état nation français et ne remettant jamais en cause les fondements de la propriété capitaliste, s'est avéré incapable de résister à l'offensive néo libérale internationale dont l'objectif est de faire payer aux salariés la crise des grandes entreprises. Leur programme ignore le fait que le système d'état nation est confronté à la mondialisation rapide des forces productives de par le monde.

Leur programme fut rapidement mis au rencard par le Premier ministre Pierre Mauroy et remplacé par un programme « d'austérité » et

d'attaques contre les conditions de travail des salariés 18 mois seulement après son arrivée au pouvoir.

Les syndicats

La dispersion des actions, orchestrée par les syndicats, témoigne à nouveau de la détermination de leur bureaucratie à empêcher tout développement d'un mouvement qui représente un réel danger pour le gouvernement. En effet, la série de grèves d'une journée a été conçue par les dirigeants syndicaux précisément pour devancer tout mouvement social de masse visant à s'opposer à la destruction, par le gouvernement, des services sociaux et du niveau de vie de la classe ouvrière.

C'est la démonstration que les syndicats ont une perspective nationaliste selon laquelle la défense des conditions de travail des salariés français passe par la défense de l'industrie française contre ses rivaux internationaux. Ainsi, ils évitent toute action qui puisse faire du tort à l'industrie française ou qui remette en question le statu quo politique.

Le MEDEF, fédération des employeurs, et le gouvernement exigent à présent des syndicats la soumission totale, et les syndicats se plient à leur désir. Non seulement ils oeuvrent pour écarter toute opposition aux mesures du gouvernement, mais ils collaborent aussi avec le gouvernement et les employeurs pour préparer de nouvelles séries d'attaques.

Les syndicats CFTC et la CGT prirent part au groupe de réflexion de Sarkozy dirigé par l'ex patron du FMI, Michel Camdessus, et qui produisit un plan visant à améliorer la « compétitivité » de l'industrie française confrontée à la mondialisation, basé sur la flexibilité et la déréglementation accrues des conditions de travail. Cet ouvrage est le livre de chevet de Sarkozy.

Les principales confédérations syndicales de « gauche », CGT et FO, s'opposèrent explicitement à l'appel à la grève générale qui devint une revendication centrale du mouvement de grève massif de 2003 pour la défense des retraites après le 13 mai, point culminant du mouvement, au motif qu'une grève générale minerait la légitimité du gouvernement.

Elles cherchèrent à éviter que le mouvement ne se développe en une remise en question politique du gouvernement et de son programme néo libéral. Le gouvernement de Gauche plurielle de Jospin avait préparé cette même réforme des retraites que Raffarin est maintenant en train d'appliquer.

L'extrême gauche (LCR et LO)

Bien que se présentant comme des socialistes et des révolutionnaires, la LCR et LO ancrent les salariés dans le giron des vieilles organisations en faillite. Si on suit leur logique, tout ce qu'il faut ce sont des luttes plus importantes et plus combattives.

Cela implique qu'il est possible de faire pression sur le gouvernement au pouvoir pour lui faire adopter une politique différente, sans remettre en question l'ordre capitaliste. Ils finissent inévitablement par rejeter la responsabilité des défaites sur les salariés eux-mêmes, et non sur la politique et les trahisons des bureaucraties syndicales.

Tandis que la LCR s'efforce de bricoler, avec ce qui reste des organisations stalinienne et socialiste en déroute, une espèce de

nouvelle « Gauche » réformiste, LO multiplie les arguments pour expliquer pourquoi on ne peut rien faire.

Le second tour des élections présidentielles de 2002 a clairement démontré que toutes les organisations de « Gauche » partagent foncièrement la même perspective : elles se sont toutes rassemblées derrière Chirac pour défendre la République française, c'est à dire l'institution de l'ordre bourgeois français.

D'un point de vue politique, elles portent toutes la responsabilité de la politique d'un gouvernement qu'elles ont appelé à élire. Elles ont toutes rejeté l'appel lancé à l'époque par le WSWs à un boycott des élections qui aurait établi l'indépendance politique de la classe ouvrière.

Une orientation nouvelle

La défense des acquis sociaux et démocratiques de la classe ouvrière nécessite une rupture politique et organisationnelle avec ces vieilles organisations. Une orientation nouvelle doit prendre en compte les réalités du monde moderne : la mondialisation sans précédent de la production et de la finance qui a miné tous les programmes basés sur l'état nation, ainsi que la crise profonde du capitalisme mondial.

L'explosion du militarisme est l'expression la plus sinistre de cette crise. L'axe central de cette orientation doit être l'unité de la classe ouvrière internationale dans une lutte commune contre le capitalisme, l'impérialisme et la guerre.

La mondialisation de la production et le développement de l'informatique rendent les frontières nationales chaque jours plus obsolètes du point de vue de l'économie et de la finance. La domination à échelle mondiale de la production, du commerce et de la finance par les grandes entreprises transnationales dans un contexte où le principal pays capitaliste, les Etats-Unis, a perdu l'hégémonie mondiale dont il avait joui pendant les deux premières décennies de l'après guerre, a conduit à une nouvelle ruée sur les ressources, notamment les plus stratégiques : le pétrole, le gaz et l'eau.

En exerçant sa supériorité militaire écrasante, le capitalisme américain cherche à surmonter son déclin économique et ses déficits catastrophiques du commerce et de la balance des paiements. La compétition commerciale et économique s'est exacerbée au point de s'exercer à présent militairement. C'est ce qui explique l'invasion néo colonialiste américaine de l'Irak et le projet de « libération » de tout le Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, que l'establishment politique tout entier soutient.

Le capitalisme français et le capitalisme européen sont inexorablement aspirés dans une compétition toujours plus brutale avec l'impérialisme américain pour l'accès aux ressources mondiales, mais aussi pour la rationalisation de l'économie à travers le démantèlement de l'état providence et la réduction du coût du travail.

Le gouvernement de la Gauche plurielle de Jospin s'employa activement à ce programme (un chiffre record de privatisations, le vote européen à Barcelone, juste avant les élections, pour le prolongement de l'âge de la retraite) et Chirac et Raffarin ne font que le poursuivre, tout comme la coalition de Gauche plurielle Rouge-Vert de Schröder continue le travail du précédent gouvernement de Droite de Helmut Kohl, et le Travailliste Tony Blair celui des gouvernements conservateurs de Margaret Thatcher et John Major.

Les salariés doivent rompre, non seulement avec ces vieux partis mais aussi avec ces vieux réflexes et perspectives d'un réformisme national dépassé. L'expérience montre que depuis les années 80 toute tentative par des salariés en lutte de contourner les bureaucraties syndicales en formant des comités de grève ad hoc « autonomes » et des assemblées générales « souveraines », basés sur le concept qu'il faut faire pression sur les dirigeants syndicaux pour qu'ils forcent le gouvernement à faire des concessions, s'est toujours soldé par un

échec.

Ces comités et assemblées, du fait de leurs perspectives sous jacentes, ont toujours été sous le contrôle de ces mêmes bureaucraties syndicales dont ils semblaient tout d'abord s'être libérés, et ceci du fait de l'entremise de militants stalinien et d'extrême gauche, LCR, LO et PT qui les dominaient.

Ce fut l'expérience du mouvement de 1995 contre le gouvernement Juppé où les dirigeants syndicaux mirent fin à la grève massive afin d'entamer des négociations avec le gouvernement. Celui-ci fut laissé en place pour continuer son travail. L'expérience de la débâcle de 2003 est similaire, avec des conséquences encore plus désastreuses.

Il faut que les salariés reconnaissent qu'il s'avère impossible de défendre même ce qui reste des acquis sociaux en fondant les luttes sur des revendications sectorielles limitées. La crise à laquelle ils sont confrontés est celle du capitalisme mondial et du système dépassé d'état nation sur lequel il se base. La cause de cette crise du capitalisme c'est la révolte des forces productives du monde entier contre les entraves créées par le système d'état nation.

La classe ouvrière est une classe internationale qui est intimement liée aux puissantes forces productives du monde entier. Ce n'est qu'en luttant pour leurs propres intérêts politiques indépendants en tant que force internationale que les ouvriers parviendront à briser l'emprise du capitalisme sur la planète et à libérer les forces productives afin de satisfaire les besoins de l'humanité et non l'enrichissement de la petite couche de millionnaires extrêmement riches du système actuel. C'est une telle perspective internationale pour la construction d'une nouvelle société, basée sur une économie socialiste mondiale rationnellement organisée, qui doit être à la base des luttes ouvrières à venir.

La priorité des priorités pour les salariés aujourd'hui est de construire une direction qui défende les intérêts de la classe ouvrière et qui soit complètement indépendante de tous les partis et de toutes les organisations sur lesquels le capitalisme compte pour perpétuer son pouvoir, c'est à dire les partis conservateurs bourgeois, les vieux partis de gauche (Parti socialiste et Parti communiste), les syndicats et leurs apologistes d'extrême gauche, la LCR, LO et le PT.

Ce parti doit être un parti de la classe ouvrière internationale, sans aucune trace de nationalisme ou d'euro chauvinisme. Il doit catégoriquement refuser, ce qui n'est pas le cas d'ATTAC et de tous les partis de Gauche, d'accorder son soutien à la politique d'une section de l'impérialisme mondial contre une autre. C'est pour cette raison que nous sommes contre la proposition de constitution européenne qui définit l'Union européenne comme un instrument des principales puissances et entreprises européennes contre leurs rivaux à l'étranger et la classe ouvrière de leur pays. Une intégration économique et politique progressiste de l'Europe n'est possible que sous le contrôle de la classe ouvrière, sous la forme des Etats socialistes unis d'Europe.

Seul le trotskisme, tel qu'il est reflété par la lutte incessante du Comité international de la quatrième internationale (CIQI) et son quotidien en ligne, le WSWs, défendent et développent depuis 1953 les principes du marxisme. Cette lutte consiste à combattre toutes les formes d'opportunisme dans le mouvement ouvrier qui cherchent toujours la facilité et prennent des raccourcis dans le combat pour un avenir socialiste et qui de ce fait le conduisent à la défaite.

Seul le CIQI fournit une analyse cohérente des enjeux pour le capitalisme mondial et la classe ouvrière internationale. Nous vous invitons à nous rejoindre dès à présent dans la tâche urgente de construction de nouveaux partis ouvriers basés sur des principes socialistes (cette tâche est déjà commencée dans de nombreux pays où des Partis de l'Egalité Socialiste du CIQI existent déjà) et d'expansion du lectorat du WSWs. Nous vous invitons aussi à lire et à prendre part au développement du WSWs.

©World Socialist Web Site <http://www.wsws.org>

La publication socialiste sur internet la plus lue

Pour contacter le WSWs envoyez un email à : editor@wsws.org